Strates
Matériaux pour la recherche en sciences sociales

12 | 2006
Nouvelles tensions impériales et recompositions en Europe centrale, orientale, et CEI

Entre « intimité culturelle » et « choc des civilisations »

Réactions bulgares 1999-2001

Galia VALTCHINOVA

Édition électronique
URL : http://journals.openedition.org/strates/2192
DOI : 10.4000/strates.2192
ISSN : 1777-5442

Éditeur
Laboratoire Ladyss

Édition imprimée
Date de publication : 31 décembre 2006
ISSN : 0768-8067

Référence électronique
Galia VALTCHINOVA, « Entre « intimité culturelle » et « choc des civilisations » », *Strates* [En ligne], 12 | 2006, mis en ligne le 20 juillet 2007, consulté le 08 septembre 2020. URL : http://journals.openedition.org/strates/2192 ; DOI : https://doi.org/10.4000/strates.2192

Ce document a été généré automatiquement le 8 septembre 2020.

Tous droits réservés

Entre « intimité culturelle » et « choc des civilisations »

Réactions bulgares 1999-2001

Galia VALTCHINOVA

1 Dans ce papier, je me propose d'examiner les réactions d'un pays balkanique et ex-communiste, la Bulgarie, face à des interventions militaires faites à l'initiative de et/ou effectués par les États-Unis et justifiées par des impératifs moraux tels que l'intervention humanitaire. Il s'agit d'un type de justification de l'intervention au sens le plus large du terme, y compris d'interventions militaires (une guerre), par des discours moralisateurs et humanistes[1]. La réception de ces justifications par les pays dits de l'Est et par leurs sociétés – celles, précisément, dont la transformation radicale a changé la disposition globale, et où l'effondrement d'un type de régime politique a constitué un tournant de toute la vie sociale, à tous ses niveaux, est instructive à plus d'un égard. Ayant la réputation de pays socialiste « modèle » – à l'instar des villages étudiés par les anthropologues G. Creed (1998, 1999) et D. Kaneff (2003) – qui a su « domestiquer la révolution » (Creed, 1998), la Bulgarie a connu (et connaît toujours, en certains domaines) une transition tortueuse à l'économie de marché et à la démocratie. Tout en marquant l'attachement au « socialisme » (Creed, 1999) d'une bonne partie de sa population, ce pays aspire à l'adhésion à l'Otan (acquise en novembre 2001) et est candidat à l'accession à l'Union Européenne – UE (attendue pour 2007). L'analyse de la réception, par ses élites mais également par des couches de la société qui restent habituellement « muettes », des discours dominants de l'Occident, peut donner une idée des enjeux des changements et permettre de prendre la mesure des attentes. Elle peut révéler comment le décalage entre discours, réalités et stratégies discursives pour « habiller » et justifier des faits et des événements, est perçu par les acteurs d'une société qui négocie sa propre acceptation à la famille des démocraties européennes. En portant l'attention sur les « rapports entre les qualifications opérées par les chercheurs et à celles auxquelles se livrent les acteurs[2] », on se propose également de tester divers outils conceptuels, ce qui peut nous amener, en tant que chercheurs en sciences humaines, à revoir nos propres outils d'analyse.

2 Je vais donc me centrer sur deux événements : les frappes aériennes contre la Serbie ou la « guerre du Kosovo », au printemps de 1999, et la guerre contre l'Afghanistan des Talibans, lancée peu après les attentats du 11 septembre 2001. Les raisons de ce choix résident dans la justification des deux évènements par « l'intervention humanitaire » : c'est la « justice internationale » qui appelle au « travail humanitaire »[3]. Explication dominante, voire unique, en ce qui concerne l'intervention au Kosovo, l'intervention humanitaire tient une place plus modeste après le 11 Septembre, lorsque la « lutte contre le terrorisme » devient le thème majeur. Toutefois, les deux événements ont été construits par le discours dominant – et présentés par les médias – comme des « réponses » à des irruptions de violence meurtrière perpétrée par des acteurs collectifs : un « régime néo-communiste » dans le premier cas ; un groupe armé assimilé à des Etats qui soutiennent le terrorisme mondial, dans le second. Même lorsqu'il s'agit de « riposte anti-terroriste », des efforts sont déployés pour trouver une justification par l'humanitaire et inscrire l'action militaire (ou punitive) d'un État contre un autre État dans un registre éthique et des valeurs humanistes et morales, parfois assortie de l'ancien discours sur la démocratie (comme dans la récente guerre contre l'Irak). En prolongeant la réflexion, on peut dire qu'il s'agit de figures ou de configurations[4] similaires d'événements, traités de la même façon, à savoir : des violences perpétrées à grande échelle et les actes correspondants visant à « rendre justice ». Ce sont donc ces configurations de mise en application de principes qui appartiennent à la même constellation politico-humanitaire qu'on va analyser, tout en essayant de ne pas mélanger le langage de description emprunté aux acteurs et les principes explicatifs mis en œuvre par les sciences sociales[5].

Outils analytiques

3 Cette étude s'appuie sur deux types de sources : la presse écrite d'un côté, un travail ethnographique de terrain de l'autre. Le corpus de matériaux est constitué, pour l'essentiel, de messages et de déclarations diffusés par les médias électroniques et relevés dans la presse écrite. Sans prétendre à l'exhaustivité, l'étude de la presse couvre cependant des journaux exprimant un large éventail de positions politiques, ce qui lui donne un certain caractère représentatif[6]. Privilégiant l'observation participante, *in situ,* de réactions publiques et privées aux messages des médias (y compris des actions protestataires), ainsi que les interviews, les « sondages ethnographiques » pratiqués dans la capitale Sofia et dans une petite ville frontalière de Bulgarie occidentale[7] constituent un volet à part entière de cette étude. Il permet d'opérer le passage à la *thick description,* selon Cl. Geertz, condition nécessaire pour une véritable analyse anthropologique.

4 Pour analyser les réactions bulgares à ces deux configurations d'événements, on a eu recours à deux concepts : celui de *Choc de civilisations* de Samuel Huntington (1996) et celui d'intimité culturelle lancé par l'anthropologue Michael Herzfeld (1997). Ce recours n'est pourtant pas du même ordre. Le premier, manié et manipulé aussi bien par l'Occident que par l'élite bulgare, en particulier à l'heure de la guerre du Kosovo (1999), s'impose à l'attention du chercheur comme qualification émanant des acteurs ; pourtant, dans la mesure où certains chercheurs y ont recours, le terme est retenu comme concept dont on veut questionner l'application et la valeur euristique. Le recours au second concept est uniquement le fait du chercheur : il s'agit, pour reprendre la distinction citée plus haut, d'une qualification opérée par les chercheurs.

5 Du cheminement théorique et du tableau factuel dépeint par Huntington, sur lequel une discussion importante s'est poursuivie pendant des années[8], retenons le schème général de penser le monde en termes de grandes entités en opposition mutuelle. Ces entités sont les « civilisations », formations complexes à plusieurs dimensions, alliage spécifique entre religion, « traits culturels » et mentalités. Plusieurs petits conflits, locaux ou régionaux, ponctuent la-dite opposition entre civilisations, laquelle pourtant n'a jamais occupé le devant de la scène à l'époque moderne. Elle ne s'impose que lorsque des clivages comme celui des nations ou des classes (au sens marxien) cessent d'être déterminants pour la marche du monde. Cette façon de penser la société globale comme des entités « civilisationnelles » qui s'affrontent reproduit les schèmes mentaux de la Guerre froide. Elle opère un changement au niveau de l'unité de base, la « culture » ou civilisation, qui se substitue au type de régime politique, sans toucher au fonctionnement du système causal et explicatif. Cette approche a des affinités avec un certain état d'esprit de l'après-communisme[9]. La crise accompagnant la transition vers la démocratie et la perte des repères ouvrent la voie à toutes sortes d'interprétations millénaristes et eschatologiques du présent et du passé immédiat, des interprétations qui collent bien à l'idée d'un conflit généralisé.

6 En proposant le terme d'intimité culturelle, M. Herzfeld construit une catégorie à deux faces. Il insiste, d'un côté, sur le terme d'*embarassment,* sur la gêne, sentiment extériorisé ; de l'autre, sur celui d'assurance ou de certitude tirée de la connaissance, implicite, des codes et des lois selon lesquelles le monde marche[10]. Ce concept est élaboré à partir d'une riche expérience ethnographique essentiellement en Grèce, et d'une culture anthropologique extrêmement pointue. Comprendre en quoi, précisément, la Grèce contemporaine constitue un laboratoire d'étude sur l'intimité culturelle, est d'une importance première pour notre propos. Que la Grèce et les Grecs soient des emblèmes de la « civilisation occidentale » tient de la culture acquise dès le jeune âge dans toutes les sociétés de l'Europe moderne. Or, tout en possédant une valeur symbolique de patrie de la démocratie et de la civilisation européenne, la Grèce « réelle » a suivi un développement qui l'a éloignée à la fois de la démocratie et de l'Europe, et qui a laissé sur la société grecque l'empreinte d'un « Orient » considéré comme « honteux » et à expurger[11]. La Grèce moderne s'est ainsi constituée dans la tension entre l'Orient et l'Occident, politiquement et culturellement connotés. Ces deux registres se trouvent dans un rapport dynamique tout au long de l'histoire de l'État-nation grec : souvent, l'appartenance culturelle affichée ne correspond pas à celle affirmée dans l'intimité. Transposée dans le champ de la pratique politique, elle donne lieu à des énoncés à contenu variable et produit des discours qui jouent sur les aspects contradictoires de l'identité grecque (*cf.* Herzfeld 1997a). Ces particularités sont présentes dans les réactions de la société grecque à la guerre du Kosovo[12].

7 Cette oscillation entre l'« Est » et l'« Ouest », définis de façon interchangeable en termes culturels et politiques, caractérise tous les pays de l'Europe de Sud-Est. Plusieurs analyses viennent démontrer la proximité entre ces derniers en ce qui concerne le rapport ambigu à la fois vis-à-vis de l'Occident (l'Europe) et de l'Orient (la non-Europe, le contraire de l'Europe[13]). Cette contradiction, les façons de la vivre par les acteurs sociaux, ainsi que la façon dont elle est renvoyée à l'extérieur de l'espace national, caractérisent plus ou moins toutes les sociétés balkaniques. En d'autres termes, dans toutes ces sociétés fonctionne le mécanisme que Herzfeld place au cœur de l'intimité culturelle : la reconnaissance des aspects de l'identité culturelle qui

demeurent une source d'embarras extérieur mais qui, en même temps, permet d'entretenir à l'intérieur de cette communauté la certitude quant à l'application de nombre de règles, explicites et implicites qui gèrent la vie sociale. Cette reconnaissance (la terminologie doit beaucoup à la sociologie de Bourdieu, notamment à la théorie de l'*habitus*) permet aux simples acteurs sociaux de se familiariser avec les bases et les mécanismes du pouvoir au cours du processus même de socialisation. Il s'agit donc d'une connaissance intime, implicite ou partagée, des décalages possibles entre normes et réalités, entre discours et faits, connaissance qui permet de maîtriser les significations multiples de tel ou tel mot d'ordre, d'évaluer la pertinence des discours. L'intimité culturelle permet de repenser le travail effectué par des sujets ordinaires, loin du « pouvoir », sur le sens à donner à des événements dont la réception et la compréhension sont influencées par des discours politiques globaux. La formule de M. Herzfeld fait écho à d'autres notions dans la sociologie et l'anthropologie comme celle de savoir social implicite ou de sens commun. Tout comme la « reconnaissance » d'aspects culturels qui s'exerce au quotidien, ce « savoir » n'est pas fixé ou structuré de façon formelle : il existe plutôt comme une nébuleuse de discours qui permettent de distinguer les multiples facettes du théâtre social. Il porte autant sur le présent que sur le passé et permet de « lire » ce qui se passe (et de relire ce qui s'est passé) à travers une grille tissée d'histoire et de politique, de représentations collectives et de préjugés stéréotypés[14]. Pour comprendre son fonctionnement, il faut pénétrer dans « l'espace secret du groupe » où demeurent, « dans l'intimité des certitudes inviolables, au moins certains des modèles de la pratique officielle de l'État-nation[15] ».

De 1989 à 2001 : la transition post-communiste en Bulgarie

8 Dans ce tour d'horizon, « la Bulgarie » est prise comme une entité, faisant abstraction des variations importantes qui peuvent exister au sein de la société. Toutefois quelques questions et interrogations sont au centre de l'attention de toutes les couches et de tous les segments sociaux. Comme dans tout pays balkanique « accablé par cinq siècles de joug turc », pour reprendre l'expression consacrée pendant plus d'un siècle, les Bulgares sont sensibles à la question de leur identité européenne : d'où l'importance de la question de l'adhésion à l'Otan et à l'UE, toutes les deux présentées comme autant de garanties d'européanité. La société bulgare est également très sensible aux questions des minorités, ces « cultures parallèles » (Lord et Strietska-Ilina eds., 2001) de l'époque communiste auxquelles la démocratisation et l'économie libérale ont donné des moyens de compétition et de réussite[16]. Ce retournement de situation se vérifie en particulier avec les minorités musulmanes – les mêmes qui ont fait l'expérience de l'assimilation forcée sous le communisme. Ces minorités, mais aussi la majorité bulgare ont la mémoire à vif de la crise avec les Turcs, qui fut le prélude au changement démocratique de 1989[17]. Leur exode a causé une déchirure profonde de la société bulgare et déclenché un mouvement pendulaire de migration entre les deux pays voisins qui continue jusqu'à nos jours. Ce « ferment turc » du changement politique en Bulgarie constitue une dimension essentielle du processus de démocratisation du pays, souvent évoquée dans les analyses de la « paisible transition bulgare[18] ». C'est également une dimension, et non des moindres, du savoir implicite des Bulgares relatif à la résistance des musulmans aux violences assimilatrices.

9 La démocratisation du système politique bulgare est plutôt lente. Sous une forme ou sous une autre, les ex-communistes sont restés au pouvoir jusqu'en 1992 et puis revenus, après l'intermède d'un premier gouvernement anticommuniste, suite à la victoire aux élections législatives de 1994-1996 (gouvernement de Jan Videnov). La

montée au pouvoir de la « droite démocratique » (la SP, ancienne CP, occupant toujours la gauche de l'espace politique) s'est faite en deux étapes, sous les deux gouvernements de l'Union de forces démocratiques (UDF) : lors des élections législatives en 1992, et au début 1997, après qu'un vaste mouvement de contestation ait contraint les socialistes à se retirer du pouvoir, victoire confirmée par des élections anticipées (gouvernement Kostov, 1997-2001). C'est ce deuxième gouvernement, déterminé à mener une politique libérale et à suivre une orientation pro-américaine, qui fut amené à gérer la crise du Kosovo[19].

10 Au début de 1999, le gouvernement de l'UFD est bien installé au pouvoir et jouit d'un soutien assez large, même après l'introduction, au 1er juillet 1998, d'un conseil financier impopulaire mais exigé par le FMI. L'économie se stabilise, la Bulgarie marque des avancées au plan international. L'adhésion du pays à l'Otan est une priorité absolue de l'élite politique : on commence à parler de son adhésion prochaine à l'Europe. On donne rarement publicité aux débats qui s'élèvent çà et là sur les résultats négatifs des engagements internationaux de la Bulgarie ou sur ses rapports avec les voisins (on vise surtout l'espace de l'ex-Yougoslavie). Le début des frappes aériennes sur la Yougoslavie signale la fin du consensus ; pour la première fois, le gouvernement arrivé au nom de la démocratie et de l'Europe est ouvertement contesté dans ses orientations et ses choix. Ceux-ci se résument dans un mot d'ordre : le « choix de civilisation ».

La crise du Kosovo et la rhétorique du « choix de civilisation »

11 Depuis l'automne 1998, lorsque les grands acteurs internationaux s'impliquent ouvertement dans la crise du Kosovo, le pouvoir bulgare lance deux mots d'ordre : le choix de civilisation et la maturité de la démocratie. Ce sont les deux éléments centraux d'une rhétorique que le gouvernement et le président bulgare adressent en premier lieu à l'opposition et d'une façon générale, à tous les citoyens. Le « choix de civilisation » fait référence explicitement à l'ouvrage de S. Huntington, promptement traduit en bulgare. Par-delà cette source d'inspiration, il réactive tout un univers d'images et de représentations que la culture politique bulgare articule autour du terme de « civilisation ». Or, dans cet univers, le mot même de « civilisation » est fortement connoté par l'Occident européen, conçu à la fois comme le fleuron de la Civilisation (le singulier soulignant sa valeur de repère absolu, incomparable aux diverses « civilisations » qui ont existé au cours de l'histoire) et porteur lui-même d'une action « civilisatrice ». Le concept de civilisation est central dans le débat qui dure depuis le dernier quart du XIX^e^ siècle – sur la modernisation de la Bulgarie (vue comme équivalente à une occidentalisation) et son appartenance à l'Europe (vue comme une caractéristique de l'identité bulgare). C'est dans cette optique que le passé ottoman du pays est conçu comme une « fatalité historique » qui a condamné celui-ci à un « orientalisme » [*orientalshtina*], synonyme de « l'arriération portée par l'Islam[20] ». Cette vision est mise en question pour la première fois en 1992, par l'appel : « la voie vers l'Europe passe par le Bosphore ». S'inscrivant dans le débat sur l'appartenance de la nation à « l'Europe » et sur « l'accession à l'Europe », cet appel est un véritable défi aux catégories mentales arborées par les élites politiques et intellectuelles bulgares de tous bords depuis un siècle. Ce mot d'ordre proposé par le responsable du Mouvement des Droits et Libertés, ou le parti turc, joue avec subtilité sur les symbolismes historiques, géographiques et culturels. Les vives réactions qu'il a suscitées et les interprétations qui lui sont données par les Bulgares[21], montrent la force du stéréotype de « la civilisation européenne ».

12 Au fur et à mesure que la crise yougoslave se transforme en une série de « guerres ethniques », c'est l'adjectif de « balkanique » et l'appartenance aux « Balkans », et non plus « la contamination par l'Orient », qui deviennent un stigmate. Comme M. Todorova (1997) l'a brillamment démontré, la balkanisation est assortie de l'idée du primitivisme politique qui prime sur le sentiment civil. Toutefois, le sentiment de « honte » d'un orientalisme culturel est toujours présent en arrière-plan, notamment pour justifier le dénigrement du voisin dans des conflits de l'ex-Yougoslavie (*cf.* Bakic-Hayden, 1995).

13 Savoir implicite et connaissances explicites, représentations héritées de l'époque communiste et stéréotypes de longue durée se superposent et se mélangent pour former le terreau dans lequel le « choix de civilisation » va fonctionner. En réactivant un vaste faisceau de significations, ce mot d'ordre se situe d'emblée au cœur du débat politique. La décision du gouvernement Kostov de soutenir l'intervention de l'Otan se construit avec des arguments empruntés au discours « humanitaire » : il faut attaquer « un ennemi de l'humanité, le régime de Milosevic » pour prévenir une « catastrophe humanitaire », voire un « génocide ». Notons l'emploi délibéré du vocabulaire d'éthique et de valeurs morales dans les arguments pour faire un « choix de civilisation » : tout le monde y a recours, aussi bien le parti au pouvoir que la gauche. L'insistance sur les valeurs et surtout sur l'« honneur national » montre la place faite à des catégories essentialistes (*cf.* Herzfeld, 1997, p. 76-84).

14 D'un autre côté, l'alignement à l'Otan est présenté comme un signe de « maturité de la démocratie ». Les deux arguments, celui du choix de civilisation qui reprend l'essentiel de la rhétorique humanitaire et celui du choix politique fusionnent en un seul. En même temps, un autre glissement s'opère : l'ennemi à attaquer, qui est un « voisin », est présenté comme étant à la fois représentatif d'un « régime communiste » qui joue sur la mobilisation nationaliste et d'une société qui vit avec hystérie son appartenance à l'orthodoxie. Or, la Bulgarie, jusqu'à une date récente, « championne du communisme » en Europe de l'Est[22], est aussi un État dont la Constitution proclame l'orthodoxie comme confession traditionnelle. Les assimilations au « bloc slave » et aux Balkans sont fréquentes. La contiguïté territoriale des deux pays et leur proximité sur le plan culturel et linguistique font qu'ils peuvent être tous les deux évoqués comme appartenant à deux ensembles géopolitiques « slave » et « balkanique », tous les deux dotés d'une mauvaise réputation. Se démarquer de façon décisive du « communisme » et de toute idée de solidarité orthodoxe (à laquelle la Russie est associée), sont les conditions *sine qua non* pour que la Bulgarie présente un nouveau visage : celui d'un pays européen résolument tourné vers la démocratie. C'est donc aussi pour améliorer sa propre image que la Bulgarie doit choisir « la bonne » civilisation.

La guerre du Kosovo dans le miroir du « choix de civilisation »

15 Le mode de fonctionnement du discours sur le « choix de civilisation » est une variable qui peut changer au cours d'un événement. Il commence à être utilisé dans l'espace médiatique plusieurs mois avant le début de l'intervention militaire de l'Otan en Yougoslavie. Plusieurs journaux parlent de la « prochaine guerre » du Kosovo dès l'automne 1998, voire plus tôt, prenant acte des manœuvres militaires bulgaro-américaines à proximité de la frontière bulgaro-yougoslave. Il s'agit de la manœuvre militaire « Cornerstone » menée dans la ville frontalière de Trân de juin à août 1998 et destinée à reconstruire l'ancien hôpital de cette ville[23]. Le sentiment du caractère inéluctable d'une guerre aux portes de « chez nous » fait monter le ton très vite et une

partie des médias renchérissent dans la tonalité apocalyptique. D'autres mots d'ordre se greffent sur ce discours, notamment le motif de « l'inimitié séculaire entre Serbes et Bulgares ». Pour l'appuyer, on mobilise des faits de l'histoire nationale et régionale marquée par l'empoisonnement durable des relations bulgaro-serbes au cours du XX^e^ siècle. Deux moments historiques sont plus particulièrement exploités : l'un est la guerre serbo-bulgare de l'automne 1885 lorsque les Serbes déclenchent les hostilités mais sont finalement battus ; l'autre est l'annexion à la Serbie (royaume des SCS ou Serbes-Croates-Slovènes), en 1920, de plusieurs dizaines de villages de la bande frontalière occidentale, région désormais connue des Bulgares sous le nom de « Confins occidentaux ». Ce sont les journaux populistes, pourtant prompts à dénoncer la rhétorique du choix de civilisation, qui jouent à fond la corde de « la souffrance nationale face aux Serbes[24] ». Bien avant le début de la guerre, ils s'intéressent au sort réservé par les Serbes « aux nôtres » qui vivent dans les Confins. Pendant cette période d'attente tendue, l'« hôpital de Trân » devient proverbial et sa simple mention déclenche une réaction en chaîne alarmante sur l'implication bulgare dans la guerre qui s'approche. Malgré cet état d'esprit, le début des hostilités provoque un véritable choc. Le lendemain de la première nuit de frappes aériennes, tous les journaux font la une avec de gros titres alarmistes et des images d'avions saisissantes. Certains adoptent un ton ouvertement apocalyptique, publiant des « prophéties de Nostradamus » et des cartes des objectifs « vraisemblables » de frappes vengeresses de Belgrade sur la Bulgarie[25]. Trois jours après le début de la guerre, un premier missile égaré atterrit sur le territoire bulgare, près d'un quartier Rom de la ville de Trân. Tout le monde craint une attaque serbe et une commission est dépêchée pour constater l'origine du missile. La nouvelle de « la bombe américaine envoyée chez nous » tarde à être diffusée et l'émotion est grande[26]. Les Bulgares découvrent que même en « amis et alliés de l'Otan », ils ne sont pas à l'abri des dommages collatéraux. Après de nouvelles erreurs qui font atterrir des missiles américains à proximité d'autres villes et villages de Bulgarie Occidentale, y compris dans une banlieue chic de Sofia[27], l'indignation prend le dessus. Les passions s'exacerbent autour des décisions de « créer un couloir aérien » pour les avions de l'Otan et d'« assurer le libre passage » à un contingent turc de l'Otan[28]. Les premières manifestations publiques contre la position officielle voient le jour. Le gouvernement les qualifie de provocations dues à « la propagande communiste[29] ». Il est vrai que le PS est le seul des grands partis politiques qui les soutienne ouvertement ; pourtant l'ampleur du mouvement protestataire rend invraisemblable la thèse de la mobilisation d'un seul parti. Celle-ci n'est guère réductible à un effet de propagande partisane ; son explication doit être davantage recherchée dans les mécanismes de l'« intimité culturelle » et, plus exactement , à travers ce prisme, dans ceux des réactions passionnelles de la société bulgare rapportées par les médias.

16 Mis à part l'accord autour d'un point – la condamnation de la politique de violence de Belgrade et du nettoyage ethnique du Kosovo – l'opinion publique et les médias sont partagés sur l'appréciation des éléments principaux du conflit. Tout d'abord, sur l'intervention militaire de l'Occident et sa justification, mais également sur les causes premières du conflit. La résistance albanaise ayant été présentée comme du « terrorisme », comment faire correspondre terrorisme et images de détresse des réfugiés albanais ? Comment réagir face au « malheur qui frappe la Serbie » elle-même et convient-il de parler de « la souffrance du peuple serbe » ? Ces problèmes suscitent des éclairages variés et des prises de position parfois diamétralement opposées. Alors

que les médias officiels mobilisent tous les moyens pour présenter les frappes aériennes comme une guerre pour la justice et l'urgence humanitaire, la presse de gauche et celle populiste y voient surtout une guerre « contre » (« livrée par l'Otan contre une population civile »). Le succès de ces dernières tient au fait qu'elles ouvrent la porte aux peurs collectives que la politique officielle ne peut pas défendre ni même exprimer dans un langage politique.

17 Or ces réactions ont des racines plus profondes que le seul conditionnement médiatique. Lorsqu'il s'agit de sociétés voisines, il faut avoir recours aux savoirs implicites et rechercher les effets de l'intimité culturelle sur chacune des deux parties balkaniques impliquées dans le conflit. C'est dans cet espace « d'embarras extérieur » que l'on découvre un sens commun opposable à telle ou telle interprétation politique diffusée par les médias. Ainsi, aux images télévisées de réfugiés kosovar, aux reportages sur les destructions et les exactions commises par les soldats et les paramilitaires serbes sur la population civile – transmis(es) d'office par l'intermédiaire des chaînes occidentales – répond une parole indigène écrite qui évoque d'autres faits ou rappelle d'autres « vérités » sur les protagonistes. À la compassion pour les réfugiés albanais visiblement éprouvés et souffrants, au souci pour les conditions de survie dans les camps des réfugiés de Macédoine succèdent rapidement des questions, souvent posées par voie détournée, sur les « effets collatéraux » de cet exode[30]. La déstabilisation des pays limitrophes, le développement des réseaux parallèles et mafieux, la peine et le désespoir d'aujourd'hui se transformant en vengeance demain, le raidissement de « nos propres minorités musulmanes » sous l'effet de « l'islamisme » de ces nouvelles victimes des Serbes (coreligionnaires orthodoxes) : autant de sujets soulevés et débattus dans les médias bulgares au printemps 1999[31]. Certains journaux se font l'écho de rumeurs sur l'« infiltration » de membres de l'UÇK se présentant comme des réfugiés dans les pays limitrophes du conflit. D'autres prétendent en découvrir dans des zones frontalières et mixtes de la Bulgarie, jetant ainsi l'ombre du doute sur les réfugiés albanais autorisés à les traverser dans leur fuite vers la Turquie[32]. Fondées ou non, ces peurs, ces rumeurs ou ces fables expriment une anxiété plus profonde sur la viabilité du « nous », de la société bulgare elle-même, balkanique mais pas encore « balkanisée » au pire sens de ce mot, pays qui ne « brûle » pas, mais qui peine à effacer les traces d'un conflit ethnique et religieux encore vif dans les mémoires. Au même moment, cette anxiété se répercute dans la Grèce voisine, en partie pour les mêmes raisons[33]. Les opposants bulgares sont conscients de cette non-conformité de la Grèce, pays membre de l'UE, avec la ligne occidentale, et l'exploitent à souhait. Entre début avril et juin 1999, la presse de gauche multiplie les observations sur les réactions de la Grèce face à la guerre du Kosovo, alors que les manifestations anti-Otan à Athènes et à Thessalonique focalisent l'attention de tous les médias. Pour l'opinion bulgare allergique à l'argument du « choix de civilisation », le refus de la Grèce, voisine et « européenne », de renier une partie de ses appartenances, pèse en faveur du positionnement contre la guerre. Ainsi se dessine la réponse, ou du moins une réponse possible, à la question posée au début de cette section : les réticences d'une grande partie de la société bulgare à suivre le pouvoir et l'opposition ouverte qu'elle manifeste à sa décision politique en faveur des frappes ne semblent pas être la conséquence d'un « manque de démocratie ». Plutôt que d'adhérer au choix prescrit de civilisation, la société fait usage de ce que l'on peut qualifier de « réservoir » d'intimité culturelle, afin de relativiser le choix bipolaire auquel elle est confrontée, et d'éviter d'y répondre.

Visions rétrospectives sur la crise « bulgare » du Kosovo : le 11 septembre et la guerre en Afghanistan

18 L'année 2001 se passe sous le signe de la recomposition de l'espace politique bulgare. Après quatre années de politique libérale et pro-américaine, l'UFD perd le pouvoir lors des élections législatives. Le gagnant est l'ex-roi Siméon II de Saxe-Coburg-Gotha : destitué par la proclamation d'une république de Bulgarie en 1946 et réfugié politique pendant près de cinquante ans en Espagne, il est porté au pouvoir par un ensemble hétéroclite de partis, le Mouvement national Simeon Deux [MNSD]. Le nouveau gouvernement fait miroiter toutes les couleurs politiques, de la gauche socialiste au Mouvement des Droits et des Libertés ou le « parti turc », le seul qui accepte ouvertement la large coalition proposée par l'ex-roi. Un tandem inédit se met en place : l'ex-roi dans le rôle du Premier ministre, le leader du Parti socialiste (ancien PC) dans celui de Président. Parallèlement à ce changement, l'attention publique est absorbée par la crise albanaise dans l'ex-république yougoslave de Macédoine.

19 Dans ce climat d'incertitude et d'attente, les attentats du 11 septembre sont décodés à travers des schèmes mentaux persistants et des savoirs implicites qui entretiennent ce climat d'incertitude et toute sorte de peurs et d'angoisses collectives. La « théorie du complot » et des peurs millénaristes sont parmi les composantes les plus fortes et les plus persistantes de ces schèmes mentaux. Sur Internet, les Bulgares se passent le mot d'ordre : « la Babylone est tombée ». Cette réaction de type millénariste est nourrie par une peur eschatologique (traditionnelle pour les cultures orthodoxes), à la fois fin-de-siècle[34] et début d'Apocalypse. Ces peurs sont également nourries par l'actualité des troubles (après celle des guerres) dans l'ex-Yougoslavie : des réactions identiques se sont déjà manifestées au moment de la guerre du Kosovo. Dans l'éventail des réactions face au terrorisme des premiers jours, un nombre croissant d'interprétations s'attachent à soulever le problème des financement secrets, des réseaux mafieux, du complot sous une forme ou une autre[35]. Le discours pro-guerre (« la riposte indispensable ») du président américain est soigneusement noté par les médias ; cette fois-ci pourtant, l'intervention militaire n'est plus une pomme de discorde entre différents partis politiques, ni entre « pouvoir » et opinion « de la rue ». Les thèmes traités en priorité par les grands quotidiens bulgares sont souvent les mêmes que dans les médias français, à une exception près : hormis quelques titres qui reprennent des matériaux de la presse étrangère, on n'entend pas parler de « choc de civilisation ». D'ailleurs l'expression de « choix civilisationnel » a, elle aussi, complètement disparu des discours politiques et de l'espace médiatique.

20 La guerre contre l'Afghanistan n'est donc pas une surprise et la société bulgare semble visiblement moins concernée que par la guerre du Kosovo. L'Afghanistan est un pays lointain : l'on observe pourtant des tentatives de construire l'image d'un peuple et d'une culture « proche ». La proximité serait d'abord d'ordre historique : on note la riche histoire du pays, cristallisation d'une culture éclose « au carrefour des civilisations anciennes[36] ». La métaphore du « carrefour » ou du « pont » entre l'Europe et l'Asie s'applique encore couramment aux cultures des Balkans. Elle est le fait aussi bien des agences internationales que des « balkaniques » eux-mêmes. Une fois déclenchée, la guerre est suivie avec attention ; les médias bulgares notent le coût de l'opération, les destructions et les victimes faites parmi la population civile ou les réfugiés[37]. Le thème de la menace taliban sur les autres pays de l'Asie Centrale et de la détermination de ceux-ci de mener le *jihad* aux quatre coins du monde[38] est bien

présent dans les médias bulgares. Le succès final est rapporté sans triomphalisme : la victoire nourrit davantage de commentaires sur la géopolitique que sur l'état actuel de l'Afghanistan[39].

21 Ce qui surprend, dans les réactions bulgares que l'on peut reconstituer à travers la presse écrite, c'est l'effort de créer une sorte de miroir entre les Balkans et l'Afghanistan. En établissant les correspondances, les médias construisent comme un écran parallèle dans lequel se reflètent, en plus petit, les problèmes qui se sont posés deux ans plus tôt et que le discours politique dominant du moment avait déjà transposés à l'échelle globale. À l'heure de l'adhésion à la coalition anti-terroriste, la plupart des médias portent attention à la politique de la Grèce pour constater que la Grèce va participer aux frappes de l'Otan. Une fois le choc des attentats passés, les analystes s'appliquent à décrypter des « réseaux terroristes » dans les Balkans. Des titres chocs tels « Al Qaïda possède des bases dans les Balkans » ou bien « Oussama a voulu acheter des avions en Roumanie » font augmenter le chiffre de vente de certains journaux ; les exercices visant à « découvrir les tentacules du terrorisme international » dans les Balkans se focalisent sur la Macédoine[40]. Les regards se tournent vers le Kosovo, moins pour une rétrospective des événements de 1999 que pour ce qui s'y passe après, « sous les regards de l'Occident » : les élections de l'automne 2001, les programmes, le profil des personnalités au pouvoir. Souvent, des matériaux publiés à ce sujet sont insérés dans un dossier annoncé comme traitant de la guerre en Afghanistan. L'animosité des Albanais en Macédoine et les réactions aux problèmes de la petite république voisine forment une sorte de miroir à ce qui se passe au cœur de l'Asie[41]. On assiste à la construction d'une chaîne causale – imaginée ou présentée comme telle – qui mène des revendications de la minorité albanaise au « terrorisme albanais en Macédoine », de là à la crispation identitaire des Macédoniens et à l'exode présumé de ces derniers vers la Bulgarie[42]. Enfin, quelques allusions à propos de la Bulgarie et de sa minorité turque, habilement introduites par la question des écoles religieuses où un islam radical est enseigné, sans contrôle des pouvoirs publics[43], montrent l'enjeu de cette projection de la guerre d'Afghanistan.

22 Un effet paradoxal de la guerre contre les talibans est l'émergence d'un sentiment d'intimité culturelle avec l'Afghanistan. Il semble se nourrir de plusieurs sources qui paraissent mutuellement contradictoires. D'un côté, il y a, sans doute, un fond de « savoir implicite » des Bulgares, ex-satellite soviétique et ex-pays socialiste, de la « débâcle russe » en Afghanistan et de ses conséquences néfastes sur la société soviétique[44]. De l'autre, un savoir tout aussi flou et approximatif, car peu diffusé par voie officielle, sur le rôle de la résistance contre les Soviétiques en faveur de la radicalisation de l'islam afghan. Des allusions à cette expérience ont été faites à plusieurs reprises sur le terrain, surtout par ceux d'au-dessus de 40 ans. Le rôle du savoir historique manipulé dans la construction de cette proximité a déjà été noté. En l'occurrence, il s'agit de manipulations de deux composantes identitaires : l'appartenance slave et les racines « proto-bulgares » de l'identité bulgare moderne. Après 1989, la composante slave subit une dévaluation extrême allant jusqu'au rejet de tout élément slave dans la constitution de la nation bulgare. C'est la composante proto-bulgare liée, notamment, à une Asie Centrale conçue au sens large, qui se retrouve la mieux cotée sur le marché identitaire post-communiste[45]. Elle devient le nouvel axe de l'identité nationale. Mieux, elle permet de rapprocher deux identités par-delà la contradiction qui rejaillit de leur dimension religieuse : car si l'une est axée sur un islam traditionaliste, l'autre possède comme composante l'appartenance au

christianisme orthodoxe. Pourtant, on peut trouver des points communs avec les Afghans – si dérangeants pour le Bulgare orthodoxe du fait de leur attachement à l'islam – si on les voit comme des « exclus » ou des « victimes de l'Histoire », une image que les Bulgares appliquent volontiers à eux-mêmes. Ce biais permet, tout en confirmant l'appartenance à l'Europe, de se positionner à un niveau intermédiaire entre un Orient musulman et conservateur (l'Afghanistan) et un Occident moderne et foncièrement chrétien. Ce qui permet de faire un meilleur usage de l'intimité culturelle pour comprendre le monde.

1999 vs 2001 ? ou comment l'intimité culturelle annule le choc des cultures

23 L'analyse des réactions bulgares à propos de deux configurations politiques similaires a permis de voir comment les stratégies discursives déployées dans l'espace public sont accueillies et fonctionnent dans quelques segments différents de la société bulgare. La réponse est recherchée dans la valeur épistémologique des deux concepts et dans leur utilité respective pour permettre l'analyse de l'événement et la prise en compte d'un maximum de variables pour affronter les interrogations majeures des sciences sociales d'aujourd'hui. Elle porte également sur le concept d'intimité culturelle.

24 Au début, les deux concepts étaient présentés comme des approches alternatives, dans la mesure où tous deux sont utilisés par les chercheurs : l'une privilégiant les grands clivages et le maniement de grands ensembles, l'autre, le regard de l'intérieur et le travail « micro ». Explorer leur fonctionnement à l'intérieur du discours politique dans la réalité palpable d'une société balkanique et post-communiste a permis de mettre en exergue cette différence. On a cherché à capter ce fonctionnement dans des configurations d'événements dont la maîtrise avait exigé la production incessante de discours et de messages politiques, agissant à plusieurs niveaux. Deux configurations – la crise du Kosovo (1999) et celle des attentats terroristes du 11 septembre suivies de la guerre contre les Talibans (2001) – ont fourni les éléments de choix pour explorer la fonctionnement de l'explication/justification d'une démarche politique par l'argument de « civilisation » et les réponses qui y sont données.

25 Dans la première configuration, l'élite politique fait appel à la formule du « choix de civilisation » pour faire adhérer son peuple à l'Occident et pour l'arracher à son appartenance à l'Orient. La guerre du Kosovo fut l'écran sur lequel était projetée une bataille qui se jouait principalement à l'intérieur de la Bulgarie. Dans la rhétorique du gouvernement bulgare, la guerre de « l'Occident démocratique contre Milosevic » ne fut pas qu'une variété de la bataille du Bien contre le Mal, conçue de façon manichéenne. Il y eut, dans ce mot d'ordre, la superposition entre un Orient conçu en termes religieux et politiques et les affinités de la Bulgarie de l'époque socialiste, tout comme celles imposées par son appartenance à la « civilisation » de la Chrétienté orientale (l'orthodoxie). Ce mixage eut un effet recherché. La civilisation à la Huntington permit d'associer, dans une image négative, les deux acteurs collectifs dont la jeune démocratie bulgare tenait à se démarquer avec la plus grande énergie : la Russie communiste et la Serbie ultra-nationaliste, toutes les deux orthodoxes, toutes les deux non-démocratiques, toutes les deux slaves. À l'arrière-plan de ce message, on distingue un choix de civilisation où il n'y a pas de choix à proprement parler. Dans une situation où la notion même de civilisation est moralisée et politisée à l'extrême, l'adhésion à la civilisation occidentale se présente comme la seule option possible. Il s'agit donc d'une mise en équation, à travers la rhétorique déployée, entre démocratie et choix pour une civilisation précise – et une seule, celle de l'Occident. Or, à ce

moment, l'Occident n'est plus ce bloc monolithique de significations, le concentré d'images idéalisées et de fantasmes qu'il représentait à l'époque socialiste, mais un Occident à visages multiples. Malgré l'effort de mobiliser, dans le discours du choix pour la « civilisation occidentale », toutes les connotations positives et attractives de l'Europe et de l'Amérique, la distance entre un Occident américain et un autre, européen, transparaît clairement. Au lieu de se mobiliser massivement derrière le choix de la « bonne » civilisation, une grande partie de la société bulgare applique aux événements la grille de l'intimité culturelle – c'est-à-dire des écarts entre le dit et le sous-entendu, ce qui convient de montrer à l'extérieur et ce qu'il faut « contenir » à l'intérieur. Dans son étude sur l'application des grandes théories politiques sur les réalités grecques, et spécialement sur les réactions de la Grèce à la guerre du Kosovo, David Sutton (2003) montre que la prise en compte de particularités culturelles comme l'usage public du mensonge, est d'une importance capitale pour comprendre ce qui travaille la société. Tirant sa conclusion vers les cas explorés ci-dessus, on peut dire que la prise en compte du savoir diffus et néanmoins partagé, construit de l'intérieur, sur les réalités régionales, est d'une importance capitale pour comprendre ces réalités. Un événement qui se passe dans les Balkans porte, pour les habitants de cette région, des connotations, des significations et des dimensions communes qui restent inconnues à l'Occident mais qu'il faut étudier et connaître avant de les stigmatiser. On a pu bien retracer une similitude des réactions grecques, bulgares et roumaines[46] ; difficile de renvoyer à un supposé « primitivisme des mœurs politiques », à l'irrationalité, ou à l'héritage du communisme. L'accessibilité, à une multitude d'acteurs balkaniques, de significations autres que celles définies par le discours dominant dans une approche de civilisation détermine, face à l'événement, des réactions proches ou identiques d'acteurs collectifs clairement distincts dans leur devenir politique.

26 La configuration de « l'après-onze-septembre » présente une logique inverse : alors qu'en Occident, elle est réfractée essentiellement par des discours de choc de civilisations, en Bulgarie, elle réactive le jeu d'appartenances contradictoires, à l'Orient comme à l'Occident, typique de l'intimité culturelle. Paradoxalement à première vue, sans contester l'alignement bulgare sur les États-Unis (l'Occident dans son concentré), les médias envisagent la guerre de l'Afghanistan dans une palette de proximité culturelle et de compréhension. L'altérité dangereuse de l'Afghanistan, nid du fondamentalisme musulman – une altérité qui a si bien fonctionné à l'égard du Kosovo proche – semble s'estomper sous l'effet de l'éloignement géographique. Cette altérité est remplacée par des similitudes d'un ordre très général, de la théorie du complot à la vision victimiste de sa propre situation (les « petits » pays sont toujours victimes des « grands ») : dans les médias bulgares, le pays et le peuple afghans sont présentés comme des victimes souffrant du pillage et des manipulations politiques des grandes puissances à l'image de toutes les idéologies nationales balkaniques. Cette manipulation réussit pour la même raison que le mot d'ordre de 1999 échoue. La conclusion, pour le chercheur, est que quelles que soient l'efficacité des médias et les pressions du discours politique, la vie d'une société peut être gérée grâce à ce savoir implicite des affinités, des distances et des proximités, de tout un univers d'expérience pas toujours « rationalisable » qui constitue l'approche par l'intimité culturelle. La portée épistémologique du terme est donc dans sa capacité à désigner et de décrire les motivations et les explications non affichées qui donnent sens à une partie considérable des interactions sociales. À l'opposé du schème huntingtonien, il permet

de dépasser le « choc des civilisations », tout en projetant la lumière sur le bricolage et le fonctionnement des discours identitaires.

BIBLIOGRAPHIE

Bakic-Hayden M., 1995, « Nesting Orientalisms: The Case of Former Yugoslavia », *Slavic Review,* vol. 54, n° 4, p. 917-931.

Boltanski L. et L. Thévenot, 1991, *De la justification. Les économies de la grandeur,* Gallimard/ NRF Essais, Paris

Bardos Gordon N., 2002, « Balkan Blowback? Osama bin Laden and Southeastern Europe », *Mediterranean Quarterly,* vol. 13, n° 2, p. 44-53.

Besteman C., H. Gusterson (eds.), 2005, *Why America's Pundits Are Wrong. Anthropologists talk back,* Berkeley, University of California Press

Bridges S. et Pine F. (eds.), 1998, *Surviving Post-socialism. Local strategies and regional responses in Eastern Europe and the former Soviet Union,* London, Routledge.

Brown K., D. Theodossopoulos, 2000, « The Performance of Anxiety. Greek Narratives of war in Kosovo », *Anthropology Today,* Vol. 16, n° 1, February, p. 3-9.

Burawoy M. et K. Verdery, 1999, « Introduction », *in* M. Burawoy et K. Verdery (eds.), *Uncertain Transition: Ethnographies of Change in the Postsocialist World,* New York, Rowman and Littlefield, p. 1-18

Ching B., G.Creed, 1997, « Recognizing Rusticity: Identity and the Power of Place.– *in* Ching B., Creed G., *Knowing Your Place. Rural Identity and Cultural Hierarchy*, New York, Routledge, p. 1-38.

Chomsky N., 2000, *A New Generation Draws the Line. Kosovo, East Timor, and the Standards of the West,* London, Verso.

Chandler D., 2002, *From Kosovo to Kabul: Human Rights and International Intervention,* London, Pluto press.

Creed G., 1993, « Rural-Urban Opposition in the Bulgarian Political Transition », *Südosteuropa,* 42, p. 369-382.

Creed G., 1998, *Domesticating Revolution. From Socialist Reform to Ambivalent Transition in a Bulgarian Village, University Park,* The Pennsylvania State University Press.

Creed G., 1999, « Deconstructing Socialism in Bulgaria » *in* M. Burawoy et K. Verdery (eds.), *Uncertain Transition: Ethnographies of Change in the Postsocialist World,* New York, Rowman and Littlefield, p. 223-243.

Damianakos St., 1999, « À propos de l'"autre" Europe : fiction anthropologique et mystification géopolitique », Papier présenté au VIII[e] congrès International d'études du Sud-Est Européen, Bucarest, 24-29 août 1999 (manuscrit).

Daskalov R., 2004, *The Making of a Nation in the Balkans: Historiography of the Bulgarian Revival,* CEU Press, Budapest.

Durandin C., 2000, « En Roumanie, la confusion », Esprit, 3-4, p. 256-262.

Eminov A., 1997, *Turkish and Other Muslim Minorities in Bulgaria,* London, Hurst.

Hazan P., 2000, *La justice face à la guerre. De Nuremberg à La Haye,* Stock, Paris.

Herzfeld M., 1987, *Anthropology through the Looking-Glass. Critical Ethnography in the Margins of Europe,* Cambridge, Cambridge University Press.

Herzfeld M., 1997, *Cultural Intimacy. Social Poetics of the Nation State, Routledge*, London and New York.

Herzfeld M., 1997a, Segmentation and politics in the European nation-state. Making sense of political events, *in* Kirsten Hastrup (ed.), Other Histories, Routledge, Oxford et New York, p. 62-81.

Huntington S., 1996, *The Clash of Civilizations and the Remaking of World Orde*r, London, Simon and Shuster [trad. fr. Choc des civilisations, Paris, Odile Jacob, 1997].

Iordanova D., 2001, Cinema of Flames. Balkan Film, Culture and the Media. BFI Publishing, London.

Kaneff D., 1998, « When “land” becomes “territory”. Land privatization and ethnicity in Rural Bulgaria » *in* Fr. Pine, S. Bridger (eds.), *Surviving Post-Socialism. Local strategies and regional responses in Europe and the former Soviet Union,* Routledge, Londres et New York, p. 21-39.

Kaneff D., 2003, *Who Owns the Past? The Politics of Time in a “Model” Bulgarian Village,* Berghahn Books, New York [New Directions in Anthropology series, 21].

Konstantinov Y., Gideon M. Kressel and Trond Thuen, 1998, « Outclassed by Former Outcasts: Petty Trading in Varna », *American Ethnologist,* 25, 4, p. 729-745.

Krasztev P., 2001, « Understated, Overexposed. Turks in Bulgaria, Immigrants in Turkey », *Balkanologie,* V, 1-2, p. 199-227.

Leonard M., 1999, « NATO Expansion: Romania and Bulgaria Within a Larger Context », *East European Quarterly,* vol. XXXIII, n° 4 (Winter), p. 517-544.

Lord Christopher, 2001, « Parallel Cultures » *in* Ch. Lord, O. Strietska-Ilina (eds.), *Parallel Cultures. Majority/Minority Relations in the countries of the former Eastern Bloc,* Ashgate, Aldershot, p. 1-124.

Poulton H., 1991, *The Balkans: Minorities and States in Conflict,* London, Minority Rights Publication.

Ragaru N., 2000a, « Balkans : le prisme bulgare », *Politique internationale,* n° 87, p. 95-120.

Ragaru N., 2000b, « Bulgarie. Progrès économiques, malaise politique et social », Le courrier des pays de l’Est, n° 1006, juin/juillet, p. 32-49.

Ragaru N., 2001, « Islam in Post-communist Bulgaria: An Aborted “Clash of Civilizations”? », *Nationalities Papers,* 29, 2, juin, p. 293-324.

Sutton D., 2003, « Poked by the “Foreign Finger” *in* Greece: Conspiracy Theory or the Hermeneutics of Suspicion? » *in* Keith Brown et Yannis Hamilakis (eds.), *The Usable Past, Greek Metahistories,* Lexington Books, Lanham/Oxford, p. 191-221.

Tismaneanu V., 1998, *Fantasies of Salvation: Democracy, Nationalism, and Myth in Post-Communist Europe,* Princeton University Press.

Todorov T., 2000, *Mémoire du mal, Tentation du bien : enquête sur le siècle*, Robert Laffort, Paris.

Todorova M., 1997, *Imagining the Balkans,* New York, Oxford University Press.

Valtchinova G., 2003, « Entre le “choc des civilisations” et le “choix de civilisation” : visions bulgares de la guerre, du Kosovo 1999 à l’après-11 septembre 2001 », *Cemoti,* n° 35, janvier-juin, p. 175-199.

Van de Port M., 1998, *Gypsies, Wars & other instances of the Wild. Civilisation and Its Discontents in a Serbian Town,* Amsterdam, Amsterdam University Press.

Weissman F. (dir.), 2003, *À l’ombre des guerres justes. L’ordre international cannibale et l’action humanitaire,* Flammarion, Paris.

Zlatanov B. (ed.), 2001, *New Publicity. Bulgarian Debates in 2000,* Sofia, Soros Centre of the Arts Foundation.

NOTES

1. [Une version courte de ce texte a été présentée au séminaire du Ladyss en 2002. Un premier texte issu de cette présentation a fait l’objet d’une publication dans la revue *Cemoti* (Valtchinova, 2003). Tout en restant dans le cadre de la même étude et maniant les mêmes sources, la présente version est profondément remaniée. Je remercie W. Dressler pour avoir tenu à publier le texte et M.-A. Calander pour sa patience et le travail fourni sur le texte définitif.] Sur la moralisation du politique comme tendance généralisée et l’intervention humanitaire, *cf.* F. Weissman (dir.), 2003.
2. L. Boltanski et L. Thévenot, 1991, 25.
3. Pour les différentes interprétations voir Tz. Todorov, 2000, p. 249-309 ; N. Chomsky, 2000 ; P. Hazan, 2000, p. 185-236 ; D. Chandler, 2002.
4. On s’inspire de L. Boltanski et L. Thévenot, 1991 pour parler de dispositif situationnel d’analyse, ici désigné par le terme de configuration (en italique dans le texte). Chaque configuration porte une étiquette. Celle que désigne l’étiquette de « la crise du Kosovo » comprend la crise liée à la montée de la résistance albanaise depuis 1998, les efforts d’établir contrôle international dans la région concernée (mission de l’OSCE) de décembre 1998-mars 1999 ; le « processus de Rambouillet » et la pression internationale sur le régime de Milosevic (février-mars 1999), les frappes aériennes contre la Yougoslavie (24 mars-début juin 1999) ; la « libération » du Kosovo suivie par l‘installation d‘une force de l’Onu (Kfor) et d’une administration internationale (Minuk). La configuration de « l'après-onze-septembre » comprend les réactions aux attentats, les nouveaux discours politiques dans l’Occident précédant et annonçant la guerre contre le régime des talibans, ainsi que les frappes aériennes contre l'Afghanistan.
5. L. Boltanski et L. Thévenot, 1991, p. 24.
6. La presse bulgare étudiée comprend les quotidiens nationaux *Standart, Monitor, Sega, 24 chasa/24 heures,* ceux identifiés à des centrales politiques Demokracija (UFD, droite démocratique) et *Duma* (PS, gauche ex-communiste), et l'hebdomadaire *168 chasa/168 heures*. Décriés comme de la « mauvaise presse » dirigée par « les communistes » lors de la guerre du Kosovo, les journaux dits des « heures » [*24 chasa ; 168 chasa*] sont possédés depuis 1997 par le groupe allemand WAZ. Ciblés sur la sensation, avec un goût prononcé pour les formules de titre faciles à retenir et l’image choc (les collages photographiques), ils relèvent d’une presse populiste du type du journal anglais *Sun*. Pour une caractéristique du paysage médiatique vers 1999-2000, *cf.* Zlatanov B. (ed.), 2001. Dans le contexte bulgare de cette époque, il ne faut pas chercher de

corrélation stricte entre le tirage d'un journal, ses orientations politiques manifestes, et l'étendue de son audience.

7. Une partie de l'ethnographie de Trân, petite communauté urbaine en Bulgarie du Centre-Ouest, effectuée entre 1999 et 2001, a bénéficié du soutien d'une bourse du Mécénat Altadis (1999) sur le thème « Une guerre peut en cacher une autre : perceptions bulgares des guerres en Yougoslavie entre réalité, mémoire et représentations de l'autre ».

8. *Cf.* la réponse des anthropologues dans C. Besteman et H. Gusterson, eds. 2005, en particulier l'article de K. Brown (*Ibid.,* p. 43-59). Pour une critique par des balkanisants, *cf.* M. Todorova, 1997, p. 130-139, D. Iordanova, 2001, p. 29-54.

9. *Cf* . la proposition de Vl. Tismaneanu, 1998.

10. *Cf.* Herzfeld M., 1997, p. 3 : *« the recognition of those aspects of cultural identity that are considered a source of external embarrassment but that nevertheless provide insider with their assurance of common sociality, the familiarity with the bases of power ».*

11. La construction de cette double appartenance de la Grèce moderne à l'Europe (= l'Occident) et à un « Orient » ottoman (= musulman), à la base d'une déchirure profonde de la culture grecque, est analysée dans M. Herzfeld, 1987 ; *cf.* aussi St. Damianakos, 1999. Pour une construction similaire chez les Bulgares, *cf.* R. Daskalov, 2004, chapters 1 et 2.

12. *Cf.* Brown et Theodosssopoulos, 2000 ; Sutton, 2003.

13. *Cf.* par exemple Bakic-Hayden M., 1995 ; Todorova M., 1997.

14. *Cf.* dans cette perspective, l'usage analytique intéressant du terme par M. Van de Port 1998, p. 133-175 qui montre, la fonction sociale des Tsiganes en Vojvodine serbe comme des « gardiens » du savoir implicite de l'époque yougoslave.

15. Les passages entre guillemets sont pris de Herzfeld, 1997, p. 3.

16. Pour une vision argumentée sur les minorités dans l'ancien bloc soviétique comme étant des cultures à la fois parallèles et en rivalité, *cf.* Lord, 2001. Pour une étude anthropologique de la compétition des minorités, sur un type de marché, en Bulgarie post-socialiste *cf.* Konstantinov, Kremer et Thuen, 1998.

17. Entre 1984 et 1988, le régime de Todor Zhivkov entreprend une campagne d'assimilation forcée de la population turque connue comme le « changement des noms », ou « le baptême des Turcs ». Accompagnée de violences massives contre les populations turques et contre les Pomaks (musulmans bulgarophones), l'action se solde par l'expulsion ou le départ d'environ trois cent mille Turcs de Bulgarie, populairement appelé « la grande excursion ». L'exode des Turcs, et les faits des violences subies qu'il a portés au grand jour, constituent le ferment de la grogne à laquelle s'articule le mouvement écologiste pour aboutir, le 10 XI 1989, à la destitution du leader T. Zhivkov. *Cf.* H. Poulton, 1991, p. 129-151 ; A. Eminov 1997.

18. *Cf.* N. Ragaru, 2001, p. 294-300, P. Krasztev, 2001, p. 211. On souligne habituellement que le changement de régime s'est fait dans la paix, contrairement aux attentes et à la crainte du pire, précisément à cause de l'expérience négative accumulée dans l'été de 1989.

19. Pour une analyse de la politique du gouvernement Kostov, *cf.* N. Ragaru, 2000.

20. C'est la formule du « complexe anti-ottoman » dont tous les pays de région sont affectés à des degrés différents. Il est à la source du refus de penser une modernité autrement qu'à l'occidentale, non portée par les « peuples chrétiens ». Cette vision persiste tout le long de l'époque communiste.

21. Sur les réactions bulgares face à ce mot d'ordre « turc », en 1992, *cf.* D. Kaneff,. 1998, p. 29-30.
22. Ce stéréotype continue à être reproduit après la chute du régime communiste : *cf.* M. Leonard, 1999.
23. Malgré la négation officielle de tout lien entre cette manœuvre et la crise du Kosovo, des rumeurs et d'interprétations erratiques dans ce sens se répandent dans la presse (voir par ex. *Duma,* 1.07.1998, p. 3 ; *Standart,* 29.07.1998, p. 2) et par le bouche-à-oreille.
24. Interview avec le premier ministre Iv. Kostov dans *Capital,* 9, 1999, p. 1-2.Entre janvier et le 24 mars 1999, les journaux *Trud* et *24 heures* font régulièrement paraître des récits émotionnels d'habitants de régions limitrophes à la Serbie (dans l'aire de Trân) qui ont souffert du partage et de l'hostilité des Serbes.
25. *Cf. 24 heures,* 1.03.1999, p. 3 (avec une carte des objectifs, en Bulgarie, d'éventuels bombardements de la part de Belgrade en réponse d'une attaque occidentale), p. 3 ; *Ibid.,* 25.03, p. 1 (une carte similaire montre les objectifs des bombes serbes dans tous les pays limitrophes de la Yougoslavie) ; *Ibid.,* 26.03, p. 7 (« prophétie » de Nostradamus : « La guerre mondiale commence dans les Balkans, en 1999 »).
26. *24 heures,* 27.03.1999, p. 1-2, 4 ; 28.03 ; 2-3 (dossier spécial « Le missile de Tran ») ; *Duma,* 29.03, p. 2.
27. Cette dernière le 29 avril 1999. Tous ces dommages collatéraux ne font pas de victimes.
28. *Demokracija,* 26.03. 1999, p. 1-2 ; *24 heures,* 26.03.1999, p. 3 ; *Duma,* 29.03.1999, p. 3.
29. *24 heures,* 27.03.1999, p. 6; *Demokracija,* 30.03.1999, p. 5.
30. *Cf. 24 heures,* 25.03.1999, p. 5 ; 30.03.1999, p. 27-28 (dossier « Le carnage au Kosovo »).
31. *Cf. 24 heures,* 1.03.1999, p. 3 ; *Ibid.,* 26.03.1999, p. 6, 9 ; *Ibid.,* 27.03, p. 3.
32. La rumeur fut particulièrement persistante dans le district de Blagoevgrad, en Bulgarie de Sud-Ouest limitrophe à la fois à la République de Macédoine et à la Grèce et qui possède une forte minorité musulmane. Ces rumeurs furent répercutées par la presse locale, en particulier le journal *Pirinsko delo* (les numéros d'avril et de début mai 1999) ; *cf.* aussi *24 heures*, 27.03, p. 3 (« Le VMRO [parti nationaliste] ne laisse pas les réfugiés kosovar entrer dans la région de Pirine »).
33. *Cf.* K. Brown, D. Theodossopoulos, 2000.
34. La « fin du monde » fait partie du profil eschatologique des cultures post-communistes orthodoxes, *cf.* Tismaneanu, 1998, ch. 2. Dans les conditions de modernité post-communiste, l'esprit millénariste se nourrit de plusieurs sources : on fait appel aux prophéties de Nostradamus (*cf. 168 heures*, 12-18.10.2001, p. 30). *Cf. Sega,* 13 09.2001, p. 11.
35. Pour les détails sur ces premières réactions *cf.* Valtchinova, 2003.
36. *Sega,* 22.09.2001, p. 19 (« L'Afghanistan des Durrani aux talibans ») ; *168 heures,* 12-18.10.2001.
37. Par ex. *168 heures,* 12-18 octobre 2001, p. 23 ; 19-25 octobre, p. 33 ; *Ibid.,* 2-8 novembre 2001, 33-38 ; *Monitor,* 15.10.2001, p. 11 ; 17.10, p. 11; 23.10.2001, p. 11, 13.
38. *Standart* 21.09.2001, p. 19-20 ; *Sega* 21.09.2001, p. 9, p. 19, 20 ; *Monitor,* 8.10.2001, p. 13 ; *Monitor* 23.10.2001, p. 13. *Cf.* les portraits des grands terroristes : sur Ben Laden dossier spécial dans *168 heures,* 19-25.10.2001, p. 33-38 ; sur mollah Omar, *Sega,* 22.09.2001, p. 19
39. *Cf. Monitor* 19.09.2001, p. 13 ; *168 heures,* 12-18 octobre 2001, p. 27 ; *Monitor* 12.11.2001, p. 11-13.

40. Voir par ex. *Monitor,* 19. 09.2001, p. 16 et 12.11.2001, p. 12 ; *Sega,* 22.09.2001, p. 7 ; Standart, 21 09.2001, p. 15 ; *168 heures*, 19-25.10, p. 34. *Cf.* G.Bardos, 2001, p. 50-52.
41. *Cf. Monitor,* 19.09.2001, p. 16 ; *Monitor* 1.11.2001, p. 12 ; 12.11.2001, p. 12.
42. De nombreuses brèves dans *Sega, Monitor, Standart* font état de Macédoniens qui « ont demandé la citoyenneté bulgare » ou qui tentent d'acquérir une propriété immobilière à Sofia.
43. *Monitor,* 16.10.1999 (« Les gens de Ben Laden se promènent chez nous »).
44. À la source de ce savoir furent avant tout les révélations russes du début de la perestroïka au sujet des pertes colossales subies des deux côtés ainsi que de la barbarie inouïe de cette « salle guerre » pour les Soviétiques. La « découverte » russes de l'inefficacité d'un « art de la guerre moderne » face à la guerre sacrée d'un peuple entier et aux méthodes de guérilla ne font que plus forte l'association avec les résistances d'irréguliers et les guérillas balkaniques.
45. Dans la triade d'ancêtres collectifs sur laquelle les Bulgares d'aujourd'hui bâtissent leur imaginaire identitaire (notamment les Thraces autochtones, les Slaves et les proto-Bulgares « venus d'ailleurs »), ces derniers sont généralement vus comme « l'ethnie la plus apte » à la construction d'un État. Peuple d'origine « hunnique », « turco-mongole » ou « sarmate » – conformément aux trois théories historiographiques en cours, les proto-Bulgares sont tenus incarner le « génie de l'Orient ». Leur « patrie » est cherchée dans une Asie Centrale très largement conçue, entre la Transcaucasie et la chaîne montagneuse de Pamir/Altaï.
46. *Cf.* Brown et Theodossopoulos, 2000, 4, p. 6-7 ; Durandin, 2000, p. 260-261 ; Sutton, 2003, p. 201-202

RÉSUMÉS

Galia Valchinova aborde le thème de l'ambiguïté en nous montrant la complexité des choix auxquels sont confrontées les populations ex-communistes, de confession orthodoxe après les guerres des Balkans. Elle fait état de leur désorientation face à cette Europe dont le bras armé ou le rempart sécuritaire semble son allié, les États-Unis. L'impuissance de l'Europe s'est révélée manifeste lors des frappes de l'Otan et a clivé les sociétés balkaniques en deux. Depuis lors, la Bulgarie, qui aspire à rentrer dans l'Union européenne en 2007, apparaît désireuse de se démarquer fortement du modèle serbe voisin, en rejetant orthodoxie et communisme qui faisaient tous deux partie d'un héritage commun. Déjà travaillée par son rejet de l'héritage jugé arriéré de l'Islam légué par l'Empire ottoman, elle réagit au 11 Septembre en cherchant à se rapprocher du modèle américain à son corps défendant (étant contre les frappes de l'Otan), mais en rejetant également le choix d'une interprétation culturaliste controversée qui met la culture et la civilisation au centre du débat et du choix politique. Elle opte pour la concept d'intimité culturel des peuples balkaniques qui lui paraît mieux traduire leur réalité culturelle au quotidien.

Galia Valchinova. *Cultural intimacy versus civilisation clash in Bulgaria*
Galia Valchinova elaborates on the theme of ambiguity and shows us the complexity of the choices to which ex-communist populations of orthodox faith are confronted in the wake of the Balkan wars. She explains their disorientation facing this Europe whose armoured arm and

defence shield appears to be its United States ally. This became obvious during the Nato strikes which revealed its powerlessness and split Balkan societies in two. Since then, Bulgaria which aspires to join the EU in 2007, appears desirous of drawing away as far as possible from the Serbian model by rejecting orthodox worship and communism, their common heritage. Already worked up by its rejection of its Islamic heritage, seen as backward, legacy from the ottoman Empire Bulgaria reacted to September 11, defensively seeking to come closer to the American model. Yet, it found an alternative which did not lock it in such constraining choice of civilisation, thanks to the concept of cultural intimacy which allowed it to show how differently Balkan countries could run their own interpretation of these various events.

AUTEUR

GALIA VALTCHINOVA

Académie bulgare des sciences,galiaval@tiscali.fr